

# **Avenant n° 90 du 5 juin 2024 portant modifications de l'accord prévoyance du 22 Mars 2004 relatif à la mise en place d'un régime de prévoyance complémentaire**

## **PREAMBULE**

La branche professionnelle de l'expertise automobile a mis en place, en 2004, un régime de prévoyance complémentaire obligatoire dans la branche.

Par le présent avenant, les partenaires sociaux conviennent de modifier la définition de l'indice de revalorisation des prestations dudit régime de prévoyance complémentaire, prévu à l'article 8.1 de l'accord du 22 mars 2004.

## **ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION**

Le présent accord est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des cabinets et entreprises d'expertise en automobiles (IDCC 1951).

## **ARTICLE 2 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 8.1 DE L'ACCORD DU 22 MARS 2004.**

L'article 8.1, relatif à la revalorisation des prestations, est complété comme suit (texte surligné) :

« Les prestations garanties sont revalorisées au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon le même pourcentage d'augmentation que celui du plafond de la sécurité sociale.

Les prestations en cours de paiement, dont le fait générateur est survenu antérieurement à la date du 1<sup>er</sup> janvier, sont revalorisées au premier versement des prestations du 1<sup>er</sup> trimestre.

La revalorisation pourra toutefois être limitée, par les organismes assureurs, si les résultats techniques et financiers des exercices comptables précédents ne permettent pas d'absorber cette charge ».

Cette modification s'applique aux sinistres survenus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIÉS**

En application de l'article L. 2261-23-1 du Code du travail, les signataires du présent accord précisent que le contenu de celui-ci ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques, pour les entreprises de moins de cinquante salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du Code du travail, dans la mesure où l'accord a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises de la branche, quelle que soit leur taille ou le volume de leurs effectifs.

#### **ARTICLE 4 : DURÉE - ENTRÉE EN VIGUEUR - EXTENSION**

Le présent avenant est conclu à durée indéterminée.

Il prend effet à compter du lendemain de la parution de l'arrêté d'extension au journal officiel.

Il est notifié et déposé dans les conditions prévues par le Code du travail. Les partenaires sociaux conviennent d'en demander l'extension auprès du Ministre chargé du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social.

Il sera établi autant copies (numériques) qu'il y a de parties signataires pour qu'il en soit remis un exemplaire à chacune d'entre elles.

Fait à Paris, le 5 juin 2024,

#### **Entre l'organisation patronale :**

Fédération française de l'expertise automobile (FFEA), représentée par Laurent HALBERT

A blue ink signature, appearing to be 'L. Halbert', written in a cursive style.

#### **Et les organisations syndicales de salariés :**

Fédération CFDT des banques et assurances, représentée par Bruno PANTANELLA

CFE/CGC Fédération de l'assurance, représentée par Pierre-Emmanuel CHEVALLIER

A blue ink signature, appearing to be 'P. Chevallier', written in a cursive style.

Fédération FO de la Métallurgie, représentée par Bruno REYNES

A blue ink signature, appearing to be 'B. Reynes', written in a cursive style.

CGT Fédération des Sociétés d'Études de Conseil et de prévention, représentée par Jean-Yves BELAY-MAURICE



Union Professionnelle des Experts en Automobile Salariés (UPEAS), représentée par Yves SCHIELE

